

UNDF
RECEIVED 16 JUL 2008
12:30 HRS

Arusha, le 15 juillet 2008

Prisonniers politiques de l'ONU
Centre de Détention de l'ONU (UNDF)
Arusha, Tanzanie.

Honorable Juge Dennis Byron, Président du TPIR,
Honorables Juges de Première Instance et d'Appel du TPIR (Tous)

Objet : Opposition ferme au transfert des accusés et condamnés du TPIR au Rwanda

Monsieur le Président,
Honorables Juges,

Nous, Prisonniers Politiques de l'ONU détenus à Arusha, signataires de la présente, voulons exprimer, encore une fois, notre opposition au transfert au Rwanda des accusés et des condamnés du TPIR. Notre réaction fait suite à l'évolution de cette question depuis la présentation du Rapport du Président du TPIR devant le Conseil de Sécurité, le 4 juin 2008.

A la suite des décisions des Chambres de première instance rejetant les requêtes du Procureur aux fins de transfert vers le Rwanda des dossiers des accusés devant le TPIR¹, le gouvernement de Kigali s'oriente visiblement vers un bras de fer avec le Tribunal comme dans l'affaire Barayagwiza en 1999-2000. Ce Gouvernement cherche déjà à exercer des pressions sur les juges de la Chambre d'appel pour qu'ils révisent les décisions des Chambres de première instance. C'est ainsi que, dans son intervention devant le Conseil de Sécurité, le 4 juin 2008, M. Martin Ngoga, Procureur Général du Rwanda, n'a pas hésité à déclarer que la décision des juges aura des conséquences graves. C'est le même langage qui a été utilisé par son prédécesseur, M. Gérard Gahima, lorsqu'il intervenait devant la Chambre d'Appel, le 22 février 2000², pour exiger la révision de l'arrêt du 3 novembre 1999 portant libération de Jean-Bosco Barayagwiza. Bien que les juges d'appel aient rejeté ces pressions³, ils ont revu, le 31 mars 2000, l'arrêt attaqué par le Rwanda. Le Rwanda espère obtenir le même résultat, toujours au mépris de la justice et de l'indépendance du Tribunal.

Le Ministre de la justice et porte-parole du Gouvernement de Kigali, M. Tharcisse Karugarama a, quant à lui, accusé les Juges du TPIR de vouloir retenir les accusés à Arusha, non pas pour les raisons invoquées dans leurs décisions, mais pour ne pas perdre leur emploi⁴. La réaction choquante

¹ Decision on the Prosecutor's Request for referral of case to the Republic of Rwanda (The Prosecutor v. Yussuf MUNYAKAZI, Case N° ICTR-97-36-R11bis), 28 May 2008; Decision on Prosecutor's Request For Referral To The Republic Of Rwanda" (The Prosecutor v. Gaspard KANYARUKIGA, Case No. ICTR-20A2-78-R11bis), 6 June 2008 et Decision on the Prosecutor's Request for referral of case to Rwanda (The Prosecutor v. Ildéphonse Hategekimana, Case No. ICTR-00-55B-R11bis) 19 June 2008

² Compte-rendu de l'audience du 22 février 2000, pp. 320-321.

³ Arrêt du 31 mars 2000, § 34 ; Déclaration du Juge Rafael Nieto Navia, §§ 7 ; 11-13, 18.

⁴ M. Karugarama a tenu ces propos au lendemain de la décision dans l'Affaire Kanyarukiga sur les antennes de Radio BBC Gahuzamiryango et de Radio Rwanda.

43

du Rwanda contre les juges des Chambres de première instance qui ont rejeté les transferts de Yussuf Munyakazi, de Gaspard Kanyarukiga et d'Ildephonse Hategekimana, confirme leurs appréhensions, particulièrement dans l'affaire Munyakazi, concernant l'absence d'indépendance des juges au Rwanda. Elle justifie pleinement le refus de transfert d'accusés du TPIR devant les juridictions de ce pays.

Les signataires de la présente osent espérer que les Juges de la Chambre d'Appel saisis par le Procureur concernant le transfert de certains dossiers devant les juridictions rwandaises éviteront de céder aux pressions inacceptables du Rwanda et de ses sponsors ; car ces transferts, s'ils sont décidés, risquent de se faire au détriment de la sécurité des accusés et de leurs droits fondamentaux, notamment, celui de pouvoir interroger les témoins à charge et présenter les témoins à décharge dans les mêmes conditions que le Procureur. Ces derniers doivent bénéficier de garanties réelles et non virtuelles pour des procès équitables et la sécurité individuelle avant et après les procès. Or, les Chambres de première instance dans les affaires Munyakazi, Kanyarukiga et Hategekimana ont été convaincues que le Gouvernement du Rwanda est incapable de fournir, dans la réalité, de telles garanties à part des promesses et des engagements dont on ne peut pas être sûr qu'ils seront tenus.

Nous savons parfaitement que le Procureur s'est empêtré dans cette procédure de transfert des dossiers au Rwanda depuis presque une année déjà au lieu de se conformer aux ordonnances des Chambres qui avaient déjà fixé le début des procès pour la plupart des accusés concernés. Si ces procès avaient démarré aux dates fixées par les Chambres, ils seraient déjà dans leurs phases finales. Depuis le mois de septembre 2007, à part le procès de Callixte Kalimanzira qui a commencé au cours du mois de mai 2008, aucun autre procès n'a débuté à cause des défaillances du Procureur. Dans ce procès de Kalimanzira, le Procureur a mis seulement 16 jours d'audience pour présenter sa cause qu'il a clôturée le 30 juin 2008. Il reste maintenant à la Défense de présenter prochainement ses moyens de preuve à décharge presque dans les mêmes délais, de sorte que l'on peut espérer la clôture de ce procès avant la fin de l'année 2008. On peut se demander pourquoi le Procureur ne veut pas faire la même chose dans les affaires pour lesquelles il s'ingénie à demander le transfert vers le Rwanda. Si ses dossiers ne sont pas prêts alors que ces accusés sont maintenus en prison depuis plus de 5 ans déjà, c'est que le Procureur n'a rien à leur reprocher. Les concernés devraient donc tout simplement être libérés plutôt que d'être livrés ainsi au Rwanda, pays qu'ils ont fui pour leur sécurité depuis 1994 et qui est incapable de leur garantir des procès équitables.

Les autres personnes qui risquent de pâtir des pressions incessantes exercées par le régime FPR et ses puissants sponsors sur le Tribunal, sont ses prisonniers condamnés définitivement et dont ce régime demande le transfert avec insistance pour qu'ils purgent leurs peines dans une prison rwandaise. Nous avons dénoncé une telle entreprise dans plusieurs de nos correspondances adressées aux autorités de l'ONU et du TPIR en montrant que le transfert de prisonniers du TPIR vers le Rwanda signifierait la condamnation à mort, quand bien même une telle peine est prohibée par le Statut et le Règlement de procédure et de preuve de ce Tribunal et qu'elle a été abolie au Rwanda. Ces prisonniers seraient soumis à des conditions de détention inhumaines, y compris des actes de torture dont le Rwanda s'est déjà rendu coupable selon le Département d'Etat américain⁵. Il y a aussi des risques qu'ils soient victimes d'enlèvements et d'exécutions sommaires ou arbitraires comme cela arrive souvent dans les prisons rwandaises selon plusieurs rapports d'Amnesty International et de Human Rights Watch déposés, notamment, dans les dossiers de transfert des accusés.

Selon les récentes déclarations des plus hautes autorités rwandaises, les condamnés qui seraient transférés du TPIR vers les prisons rwandaises, comme d'ailleurs les accusés qui seraient transférés devant les juridictions rwandaises et condamnés par elles, seront privés de visites familiales. Ainsi,

⁵ U.S. Department of State, Bureau of Democracy, Human Rights, and Labor, Country Reports on Human Rights Practices, Rwanda, 8 March 2006.

le Ministre chargé de la Sécurité, Sheikh Musa Fazili Harelimana, a déclaré que les condamnés à perpétuité purgeront leur peine dans l'isolement, toute leur vie, sans possibilité de communication ni avec leurs collègues d'infortune ni avec les membres de leur famille et amis⁶. Cette information a été confirmée, le 9 juillet 2008, par Mme Domitille Mukantanzwa, Secrétaire Exécutif des Tribunaux Gacaca⁷. Le 8 juillet 2008, le Ministre de la justice, M. Karugarama, s'est indigné de l'autorisation donnée par le TPIR aux prisonniers d'Arusha pour les visites conjugales. Au cours de son intervention sur les antennes des radios nationales et internationales, il est sorti de ses gonds en proférant contre eux et leurs épouses des injures abjectes et indignes d'un haut responsable du pays. Il a martelé que son gouvernement n'accordera jamais ce droit acquis aux prisonniers transférés au Rwanda. Le régime FPR a même laissé entendre que son gouvernement compte faire des démarches auprès des autorités onusiennes pour faire supprimer ce droit⁸. Nous saisissons cette occasion pour nous insurger fortement contre de telles injures tout en espérant que les autorités du TPIR ne céderont pas au chantage du régime du FPR qui leur reproche, sans raison, d'avoir autorisé une pratique en vigueur depuis belle lurette à la prison de l'ONU à La Haye et dans plusieurs autres prisons à travers le monde⁹.

La position du Gouvernement de Kigali prouve, en fait, qu'il serait criminel de renvoyer des accusés et condamnés au Rwanda devant leurs bourreaux qui ne cachent pas leur intention acharnée de bafouer leurs droits, de transformer leur incarcération en enfer et de réduire leur vie à une torture physique et morale atroce en attendant qu'ils rendent leur dernier souffle.

Nous voulons également attirer votre attention sur le fait qu'au moment où les plus hautes autorités du Rwanda confrontées aux graves accusations d'avoir été impliquées dans la tragédie rwandaise utilisent la manipulation, le chantage et les pressions politiques auprès des instances internationales pour faire retirer les actes d'accusation établis à leur charge par la justice espagnole et française pour les crimes commis au Rwanda en 1994, il serait déraisonnable de croire que ce pays soumis à la dictature implacable de ces mêmes autorités, puisse rendre une justice équitable à ceux qu'elles rendent injustement responsables des crimes dont elles sont auteurs¹⁰. Par ailleurs, il est inacceptable que le Procureur du TPIR, après avoir assuré l'impunité aux responsables du régime FPR en violation de l'article 1 du Statut du Tribunal, cherche à tout prix à leur livrer leurs adversaires alors qu'il est bien conscient que ces derniers ne bénéficieront pas de procès équitables au Rwanda et y subiront un mauvais traitement.

Eu égard à tout ce qui précède, nous tenons à réitérer notre opposition ferme au transfert d'accusés et condamnés du TPIR vers le Rwanda. Nous estimons que tous les accusés du TPIR détenus à Arusha peuvent être jugés par ce Tribunal et insistons auprès du Président du TPIR pour qu'il procède, dans les meilleurs délais possibles, au transfert des condamnés dans les États qui ont accepté de les accueillir à l'exception du Rwanda¹¹ et, cela, en conformité avec les règles en vigueur

⁶ Reportage de Radio Rwanda du 25 juin 2008.

⁷ Radio Rwanda captée à Arusha, Tanzanie, le 9 juillet 2008, à 19h30 GMT.

⁸ Radio BBC Gahuzamiryango du 09 juillet 2008 captée à Arusha, Tanzanie à 16h30 GMT ; Voix de l'Amérique en Kinyarwanda du 11 juillet 2008, captée à Arusha, Tanzanie, entre 3h30 et 4h30 GMT, Radio Rwanda captée à Arusha, le 13 juillet 2008 à 04h45 GMT.

⁹ Par ailleurs, cette action d'humanisation est vivement saluée par l'opinion publique indépendante comme l'a rapporté la Radio BBC (Swahili) captée à Arusha, le 12 juillet 2008 à 03h00 GMT.

¹⁰ Sur instigation du gouvernement rwandais, les Chefs d'Etat africains réunis au sommet de l'Union Africaine en Egypte du 30 juin au 1^{er} juillet 2008, ont adopté une résolution visant la non-exécution, par leurs États, des mandats d'arrêt internationaux lancés par le Juge français Jean Louis Bruguière et le Juge Espagnol Andreu Fernando Merelles contre les hauts responsables militaires rwandais. Ils ont confié au Président de l'Union Africaine la mission de faire des démarches auprès de l'ONU pour faire invalider ces mandats au niveau international.

¹¹ Ces États sont le Mali, le Bénin, la France, le Swaziland, la Suède et l'Italie.

au TPIR, spécialement, la « *Directive pratique sur la procédure de désignation d'un Etat dans lequel la personne condamnée doit purger sa peine de prison* » signée le 10 mai 2000.

Les signataires de la présente lancent un appel pressant aux défenseurs des droits de l'homme pour qu'ils redoublent de vigilance et continuent à s'opposer au transfert des accusés et condamnés du TPR au Rwanda.

Veillez agréer, Monsieur le Président, Honorables Juges, l'expression de notre très haute considération.

Voir la liste des Signataires en Annexe.

Copie pour information :

- Monsieur le Président du Conseil de Sécurité de l'ONU ;
- Monsieur le Secrétaire Général de l'ONU ;
- Monsieur le Procureur du TPIR, Arusha ;
- Monsieur le Greffier du TPIR, à Arusha ;
- Madame/Monsieur l'Avocat(e) de la Défense (tous) ;
- Monsieur le Président de l'ADAD, à Arusha ;
- Conseil des Nations Unies pour les Droits de l'homme, à Genève ;
- Commission Internationale des Juristes, à Genève ;
- Association Américaine des Juristes ;
- Association internationale des Juristes démocrates, New Delhi ;
- Cour Européenne de Justice, à Luxembourg ;
- Cour Européenne des Droits de l'Homme, à Strasbourg ;
- Amnesty International, à Londres ;
- Familles des signataires ;
- Centre de Lutte contre l'Impunité et l'Injustice au Rwanda, à Bruxelles ;
- Forces Démocratiques Unifiées (FDU) ;
- SOS Rwanda-Burundi ;
- Association Dukomere, à Bruxelles ;
- Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme (FIDH), à Paris;
- International Crisis Group (ICG);
- Human Rights Watch;
- La Presse.

Arusha, July 15, 2008

UN Political Prisoners,
UN Detention Facility (UNDF)
Arusha, Tanzania.

Honorable Judge Dennis C.M. Byron, President of the ICTR,
Honorable ICTR Trial and Appeals Judges (All)

Subject: Firm opposition to the transfer of ICTR accused and convicted persons to Rwanda

Mr. President,
Honorable Judges,

We, UN Political Prisoners detained at Arusha, signatories of the present letter, would like to express, once again, our opposition to the transfer of ICTR accused and convicted persons to Rwanda. Our reaction follows from the development of that issue since the presentation by the ICTR President of his Report to the UN Security Council on June 4, 2008.

Following Trial Chamber decisions rejecting the Prosecutor's motions for the transfer of the ICTR accused to Rwanda¹, the government of Rwanda clearly wants to challenge the Tribunal as it did in the case of Barayagwiza in 1999-2000. That government wants to put pressure on the judges of the Appeals Chamber for the review of the decisions issued by the Trial Chambers. It is for that reason that the Prosecutor General of Rwanda, Mr. Martin Ngoga, did not hesitate to state, during his intervention before the UN Security Council, on June 4, 2008, that the decisions of the judges will have serious consequences. The same language was used by his predecessor, Mr. Gerard Gahima when he intervened before the Appeals Chamber, on February 22, 2000² in order to obtain the review of the decision of November 3, 1999 about the release of Jean Bosco Barayagwiza. Although the judges rejected those pressures³, they reviewed the impugned decision on March 31, 2000. The government of Rwanda has hope of attaining the same result, but always in contempt for justice and independence of the Tribunal.

Mr. Tharcisse Karugarama, the Minister of Justice and Kigali government's spokesperson, accused ICTR judges to retain the accused persons in Arusha not for the reasons put forward in their decisions, but because they don't want to lose their job⁴. That offensive reaction of Rwanda against the Trial Chambers which rejected the transfer of Yussuf Munyakazi, Gaspard Kanyarukiga and Ildephonse Hategekimana confirms their apprehensions, particularly in the case of Munyakazi, with regard to lack of independence of the judges in that country. That reaction justifies fully the refusal of the transfer of the ICTR accused persons to the Rwandan jurisdictions.

¹ Decision on the Prosecutor's Request for referral of case to the Republic of Rwanda (The Prosecutor v. Yussuf MUNYAKAZI, Case N° ICTR-97-36-R11bis), 28 May 2008; Decision on Prosecutor's Request For Referral To The Republic Of Rwanda" (The Prosecutor v. Gaspard KANYARUKIGA, Case No. ICTR-20A2-78-R11bis), 6 June 2008 et Decision on the Prosecutor's Request for referral of case to Rwanda (The Prosecutor v. Ildephonse Hategekimana, Case No. ICTR-00-55B-R11bis) 19 June 2008

² Transcript of the hearing on 22 February 2000, pp. 320-321 (French version).

³ Decision of 31 March 2000, § 34; Declaration of Judge Rafael Nieto Navia, §§ 7 ; 11-13, 18.

⁴ Mr. Karugarama made the statement on Radio BBC Gahuzamiryango and Radio Rwanda during the days following the decision in the Kanyarukiga case.

The signatories of the present letter dare to expect that the Appeals Chamber judges seized of the cases of transfer of accused persons to the Rwandan jurisdictions will not yield to the unacceptable pressures from Rwanda and its sponsors; because the admission of the transfer would be detrimental to the security of the accused and to their fundamental rights including the right to examine witnesses against them and to obtain the attendance of witnesses on their behalf under the same conditions as the Prosecutor. Accused persons transferred to Rwanda should be granted actual and not virtual fair trials and individual security before and after the trials. But, the trial Chambers, in the cases of Munyakazi, Kanyarukiga and Hategekimana, were convinced that the government of Rwanda is incapable of providing, in reality, those guarantees except promises that one cannot be sure that they will be fulfilled.

We perfectly know that the Prosecutor got bogged down in that transfer procedure for almost a year instead of complying with the Chambers orders scheduling the beginning of trials for most of the concerned cases. If trials had started at the dates fixed by the Chambers, they would be already in the final phase. With the exception of the trial of Callixte Kalimanzira which began in May 2008, no other trial commenced since September 2007 because of the Prosecutor's failure. In the trial of Kalimanzira, the Prosecutor presented his case in 16 session days. He closed his case on June 30, 2008. The Defense will shortly present its case in the same time limits so that one can expect that the hearing of the case can be closed before the end of this year. One wonders why the Prosecutor does not want to do the same in the other cases for which he is striving to request their transfer to Rwanda. If Prosecutor's files were not ready despite the fact that those accused are maintained in detention for more than five years, this would mean that he has no case against them. Consequently, the concerned persons should be released instead of handing them to Rwanda, a country they fled for their security since 1994 and which is incapable of granting fair trials to them.

Other people who risk suffering from the constant pressures exerted on the Tribunal by the RPF regime and its powerful sponsors are the persons definitively convicted by the ICTR for whom that regime insistently requests the transfer in order to serve their sentence in Rwandan prisons. We denounced that undertaking in our numerous correspondences addressed to the UN and ICTR authorities. We demonstrated that the transfer of the ICTR prisoners to Rwanda would imply death sentence even though such sentence is abolished in Rwanda and prohibited by the ICTR Statute and Rules of Procedure and Evidence. Those prisoners would be subjected to inhuman detention conditions, including acts of torture for which Rwanda has been blamed for according to the US Department of State⁵. There is a risk for them to be victims of abductions as well as of summary and arbitrary executions, as that is common in the Rwandan prisons according to several reports by Amnesty International and Human Rights Watch which are part of the Tribunal record in the transfer cases.

According to the recent statements of the Rwandan top level authorities, ICTR convicted persons who would be transferred to the Rwandan prisons as well as the accused who would be transferred to the Rwandan jurisdictions, and would be convicted by them, will not be allowed to have family visits. Indeed, the Minister in charge of security, Sheikh Musa Fazili Harelimana, stated that persons convicted to life sentence will serve their sentence in isolation without any possibility of communicating neither with other inmates nor with their family members or friends⁶. That information was confirmed by the executive Secretary of the Gacaca tribunals, Mrs. Domitille Mukantaganzwa, on July 9, 2008⁷. The Minister of Justice, Mr. Karugarama, stated, on July 8, 2008, that he was indignant about the authorization given to the ICTR prisoners to have conjugal

⁵ U.S. Department of State, Bureau of Democracy, Human Rights, and Labor, Country Reports on Human Rights Practices, Rwanda, 8 March 2006.

⁶ Radio Rwanda broadcast on 25 June 2008.

⁷ Radio Rwanda picked up in Arusha, Tanzania, on 9 July 2008, at 19h30 GMT

visits. During his intervention on national and international radios, he lost his temper and uttered against ICTR detainees and their wives shameless insults unworthy of a high national authority. He insisted in saying that Rwanda will never grant that vested right to prisoners transferred to that country. The RPF regime gave to understand even that its government is willing to approach UN authorities in order to get that right abolished⁸. We take this opportunity to protest strongly against such insults hoping that the ICTR authorities will not yield to the blackmail of the RPF regime which blames them, without any reason, for having authorized a practice which is in force for a long time at the UN Detention Facility in The Hague and in many prisons around the world⁹.

The position of the Kigali government demonstrates, in fact, that it would be criminal to send accused and convicted persons to Rwanda before their torturers who do not hide their intention to violate their rights, transform their detention into a hell and to reduce their life to a painful physical and moral torture while waiting for their last breath.

We also would like to draw your attention to the fact that while the high authorities of Rwanda are facing serious accusations for their implication in the Rwandan tragedy and are using manipulation, blackmailing and political pressures on international organizations in order to withdraw indictments issued against them by Spanish and French judges for crimes committed in Rwanda in 1994, it would not be reasonable to believe that that country subject to the implacable dictatorship of these authorities, would be capable of rendering fair justice to those they unjustly hold responsible for crimes they themselves committed¹⁰. Besides, it is unacceptable that after granting impunity to RPF members in violation of Article 1 of the ICTR Statute, the Prosecutor seeks at any price to hand to them their adversaries whereas he is well aware that the latter will not have fair trials in Rwanda and will be subjected to bad treatment.

Taking into account the foregoing, we would like to reiterate our firm opposition to the transfer of the ICTR accused and convicted persons to Rwanda. We consider that all the ICTR accused detained at Arusha can be tried by the Tribunal. We urge the ICTR President to proceed in due course possible to the transfer of convicted persons to the States which have accepted to receive them with the exception of Rwanda¹¹ pursuant to the Rules in force in the ICTR especially the *“Practice direction on the procedure for designation of the state in which a convicted person is to serve his/her sentence of imprisonment”* signed on May 10, 2000.

The signatories of the present letter appeal to the human rights activists to redouble vigilance and continue to oppose the transfer of the ICTR accused and convicted persons to Rwanda.

Sincerely yours

Signatories: See the attached list

⁸ Radio BBC Gahuzamiryango picked up in Arusha, Tanzania, on 09 July 2008, at 16h30 GMT; VOA Kinyarwanda picked up at Arusha, Tanzania, on 11 July 2008, between 3h30 and 4h30 GMT, Radio Rwanda picked up in Arusha, Tanzania, on 13 July 2008 at 04h45 GMT.

⁹ Moreover, that action of humanization was welcomed by independent public opinion according to the report made by Radio BBC (Swahili) picked up in Arusha, Tanzania, on 12 July 2008 at 03h00 GMT.

¹⁰ On instigation of the Rwandan government, the Head of States, gathered in the summit of the African Union on June 30 and July 1st 2008, adopted a resolution intended to the non-enforcement, in their States, of the international mandates issued by the French Judge Jean Louis Bruguière and the Spanish Judge Andreu Fernando Merelles against high ranking soldiers of Rwanda. They entrusted the AU President with the mission to approach the UN for the invalidation of those mandates at the international level.

¹¹ Those States are: Mali, Benin, France, Swaziland, Sweden and Italy.

Copy to:

- The President of the UN Security Council, New York;
- The UN Secretary General, New York
- The ICTR Prosecutor, Arusha;
- The ICTR Registrar, Arusha;
- Defense Lawyers (all);
- ADAD President, Arusha;
- UN Council for Human Rights, Geneva;
- International Commission of Jurists, Geneva.
- American Association of Jurists;
- International Association of Democratic Jurists, New Delhi.
- European Court of Justice, Luxembourg
- European Court for Human Rights, Strasbourg;
- Amnesty International, London;
- Families of the signatories;
- Centre de Lutte contre l'Impunité et l'Injustice au Rwanda (CLIIR), Brussels;
- FDU (Forces Démocratiques Unifiées);
- SOS Rwanda – Burundi;
- Dukomere Association, Brussels;
- FIDH, Paris
- International Crisis Group (ICG);
- Human Rights Watch, New York;
- The press.

Liste des signataires de la lettre du 15 juillet 2008 adressée au Président et aux juges du TPIR et dont l'objet est: «Opposition ferme au transfert des accusés et condamnés du TPIR au Rwanda»

1. BARAYAGWIZA Jean Bosco

2. BIKINDI Simon

3. BIZIMUNGU Augustin

4. GACUMBITSI Sylvestre

5. GATETE Jean Baptiste

6. HATEGEKIMANA Ildephonse

7. IMANISHIMWE Samuel

8. KABILIGI Gratién

9. KAJELIJELI Juvénal

10. KAREMERA Edouard

11. KARERA François

12. KALIMANZIRA Callixte

13. MUHIMANA Mika

14. MUNYAKAZI Yusuf

15. NAHIMANA Ferdinand

16. NCHAMIHIGO Siméon

17. NDAYAMBAJE Elie

18. NDINDILYIMANA Augustin

19. NGIRUMPATSE Matthieu

20. NIYITEGEKA Eliezer

21. NSENGIYUMVA Anatole

22. NTABAKUZE Aloys

23. NTAHOBARI Shalom Arsène

24. NTEZIRYAYO Alphonse

25. NYIRAMASUHUKE Pauline

26. NZIRORERA Joseph

27. NZABONIMANA Callixte

28. RENZAHO Tharcisse

29. RUTAGANDA Georges

30. SAGAHUTU Innocent

31. SEMANZA Laurent

32. SETAKO Ephrem

33. SIMBA Aloys

34. ZIGIRANYIRAZO Protais